

transform!

réseau européen pour une pensée alternative
et un dialogue politique

newsletter 092012

Edition spéciale orientée sur la Grèce, en coopération avec l'Institut Nicos Poulantzas (NPI)

Après les élections grecques :

“Faisons tous une promesse ...”

Stavros Panagiotidis, NPI

Le soir des élections grecques du 17 juin marque la carte de l'histoire grecque moderne. Pour la première fois, les partis à gauche de la social-démocratie ont obtenu un score aussi important (SYRIZA, la Gauche démocratique et le KKE ont obtenu ensemble 37,5%) et constituent la principale opposition. Le seul moment où on a pu voir quelque chose de comparable dans toute l'histoire politique grecque s'est produit en 1956, lorsque l'alliance politique de l'EDA (Gauche Démocratique Unie), avec 25% des voix, s'est trouvée en deuxième position. C'était seulement sept ans après la guerre civile grecque et la défaite des communistes ; cela a montré que la gauche était toujours vivante dans le pays et constituait une force politique ayant des liens sociaux très forts. Aux élections suivantes, en 1961, le score de l'EDA a diminué, essentiellement pour deux raisons. Tout d'abord, parce que le Premier ministre d'alors, Konstantinos Karamanlis, oncle du dernier Premier ministre Costas Karamanlis (2004 - 2009), a mis en œuvre un large plan d'intimidation à l'égard de gauche, en particulier en direction des électeurs des zones rurales et truqué les résultats des élections, en lien avec les agents de l'armée, dont certains ont été les protagonistes du coup d'Etat intervenu six ans plus tard. La seconde raison, c'est que George Papandréou, (le père du précédent premier ministre Andreas Papandreou (1981-1989, 1993-1996) et grand-père de George Papandreou - également Premier ministre (2009-2011) -, avec la collaboration de Konstantinos Karamanlis et de l'ambassade des Etats-Unis avait fondé son parti, l'Union du centre, pour absorber et affaiblir la puissance radicale sociale.

Le résultat des élections : la Nouvelle Démocratie - un gagnant sans force

A son tour en 2012, SYRIZA a obtenu 27% (71 sièges), alors qu'aux précédentes élections, en mai dernier, il avait obtenu 17% et 4,6% (13 sièges) aux élections de 2009. Malgré ce score élevé, il n'a pas réussi à atteindre l'objectif de former le premier gouvernement de gauche. La Nouvelle Démocratie (conservateurs) a remporté l'élection avec 29,66%, et

18,85% en mai, mais avec un résultat toujours inférieur à celui des élections de 2009 (34%), ce qu'on considère comme une défaite électorale. Il est révélateur que, malgré la loi électorale inacceptable qui donne un bonus de 50 sièges parlementaires au parti arrivé en tête, quel que soit son pourcentage, la ND n'a pas réussi à atteindre la majorité parlementaire, obtenant seulement 129 sièges sur 300. Comme les lecteurs de ce bulletin le savent, l'arme principale de la ND a été d'effrayer les citoyens avec la menace qu'un gouvernement de gauche annulerait le Mémorandum, que le pays sortirait de l'euro et que l'économie serait détruite. Telle a été la seule plateforme électorale de la Nouvelle Démocratie (approuvée par les autres partis et tous les grands médias, assurant la coordination de la propagande politique contre SYRIZA). Elle est ainsi devenue le premier parti qui a gagné les élections dans toute la période post-dictatoriale, non pas sur la base d'un projet politique et d'une promesse optimiste, mais sur la base de la menace et de la peur. Elle est également devenue le premier parti qui a remporté les élections avec un aussi faible soutien à ses idées. Comme l'a écrit un ancien spécialiste en communication : « La plupart de ceux qui ont voté pour ND, l'ont fait en fronçant le nez de dégoût ! »

Après les élections de mai et la montée de SYRIZA, tous les partis ont parlé de la nécessité de revoir le Mémorandum et d'élaborer un plan de lutte avec la troïka, comme la ND et le Premier ministre Antonis Samaras, qui, dans sa première déclaration ne parlait pas du tout d'une renégociation du Mémorandum. Il est à noter que la ND, à la suite du développement de sa campagne contre SYRIZA pour l'empêcher d'arriver en tête, a réussi à rallier non seulement des électeurs d'autres partis de droite, mais même des électeurs qui avaient soutenu le PASOK.

Polarisation des élections : Pro-protocole et anti-protocole

Le PASOK (social-démocrate) a perdu près de un pour cent depuis les élections de mai, passant à 12,28% (33 sièges) alors qu'il avait 44% en 2009, du fait des énormes ravages provoqués par sa gouvernance et de la signature du Mémorandum. Il a ainsi perdu la majorité de ses électeurs au profit de SYRIZA. Peu de temps avant l'élection, le président du PASOK, Evangelos Venizelos, a annoncé que son parti allait lancer un processus de rénovation, supprimant tous les porte-parole du PASOK, sauf lui-même, décision acceptée sans réaction de la part des membres du parti, du fait de la décadence politique du PASOK.

Le vote pour les *Greks Indépendants* (*Antimnimoniako*, émergence d'un parti de droite, résultant de la scission de la Nouvelle-démocratie, avec des positions dures en matière de politique étrangère et d'immigration et pour l'annulation immédiate du Mémorandum) a été siphonné par la ND, mais les résultats sont restés élevés, passant de 10,5% à 7,5% (20 sièges).

La *Gauche Démocratique* (provenant d'une scission de *Synaspismos* en 2010) a maintenu son score à 6,26% (17 sièges). Pendant la période électorale, le parti a lancé les mots d'ordre « Restez dans la zone euro à tout prix », « renégociation du Mémorandum » (par opposition à la proposition d'annulation faite par SYRIZA) et « désengagement progressif d'ici à 2014 », mais, de toute façon, le Mémorandum est supposé expirer cette année-là ! Enfin, la Gauche démocratique s'est présentée comme une force de gauche responsable (par opposition à l'« irresponsabilité » de SYRIZA qui a refusé de participer au gouvernement après les élections de mai), qui garantira la formation d'un gouvernement après les élections. Cependant, les enquêtes montrent qu'elle a perdu un quart de ses électeurs de mai au profit de SYRIZA.

Le *Parti communiste* s'est effondré. Perdant la moitié des votes du mois de mai, il est passé de 8,5% à 4,5% (12 sièges). Comme d'autres petites alliances extraparlimentaires de gauche, son score s'est évaporé en raison de la dynamique qui a développé SYRIZA et le projet d'un gouvernement de gauche qui a séduit les traditionnels électeurs de gauche. Le PC a payé les

conséquences de sa politique sectaire et de son refus de toute coopération avec d'autres forces de gauche ; ses traits caractéristiques se trouvent condensés dans la formule de son secrétaire : « Nous ne sommes pas de gauche, nous sommes communistes ! » Ainsi, il a refusé de coopérer avec SYRIZA, l'accusant de ne pas être pour une sortie de l'UEM (en contradiction avec ce que prétend la grande majorité de la société grecque) - et d'être un parti qui accepte le système et favorable à une nouvelle sociale démocratie ! Il est révélateur que le PC interprète les résultats électoraux de la façon suivante : « nous avons dit la vérité et nous l'avons payé ! »

Nous avons laissé pour la fin le cas du parti néo-nazi *Aube dorée*, dont le score est resté au niveau de 7% (18 sièges). Les lecteurs de la *newsletter* ont pu lire dans le numéro précédent une analyse de ce phénomène. L'article a développé l'idée que l'influence d'AD est basée sur des tendances réelles de la société grecque, qui se sont renforcées même après l'attaque, à la télévision, d'un membre d'AD contre des femmes candidates de la gauche. Les élections ont encouragé ses émules à perpétrer au cours des jours précédant les élections une série d'actions, qui témoignent de leur idéologie inhumaine, telles des attaques à l'arme blanche contre les immigrés et la destruction de stands de SYRIZA.

Les caractéristiques du vote pour SYRIZA

Les caractéristiques des électeurs SYRIZA sont extrêmement intéressantes. Selon une enquête, l'alliance arrive en tête dans les préférences des employés du secteur privé (19%), des fonctionnaires (22%), des indépendants (18%), des chômeurs (22%) et des étudiants (20%). Elle est la quatrième force chez les agriculteurs (9%) et au troisième rang parmi les femmes au foyer (15%) et les retraités (11%). Ces derniers ne changent pas facilement leur comportement électoral, en raison de leur âge, par crainte qu'un gouvernement de la gauche ne conduise le pays à quitter la zone euro et par peur de perdre leur pension - déjà faible -, ayant apparemment accepté l'idée de vivre dans la pauvreté, en se contentant des ressources absolument nécessaires. Par ailleurs, SYRIZA arrive en tête chez les diplômés de l'enseignement supérieur et secondaire, ainsi que dans les groupes d'âge des 18-34 ans (33%) et 35-54 ans (34%), mais en deuxième position, avec la moitié du pourcentage de ND (20%), chez les plus de 55 ans. SYRIZA est en tête dans la plupart des grandes zones urbaines et dans de nombreuses régions de province, notamment en Crète, où les forces politiques du centre (PASOK et ses prédécesseurs) recueillaient traditionnellement leurs meilleurs scores depuis les premières décennies du vingtième siècle.

Une des caractéristiques les plus remarquables est la polarisation de classe absolue qui a émergé lors des élections, en particulier en Attique, où vivent 5.000.000 personnes. SYRIZA est arrivé en tête dans toutes les zones peuplées de personnes ayant de faibles revenus et appartenant aux couches prolétariennes, approchant 40% (ND y a obtenu 15%) et en deuxième ou troisième position dans toutes les régions dont les habitants appartiennent à la classe moyenne et aux catégories supérieures.

La conclusion est que les parties les plus dynamiques de la société grecque, dont la vie et les perspectives d'avenir sont fortement influencées par les politiques du Mémorandum, ont soutenu SYRIZA. Cela montre le large succès de SYRIZA et la reconnaissance de ses efforts pour exprimer leurs intérêts, ainsi que l'importante polarisation de classe au sein de la société grecque et le grand potentiel de SYRIZA.

Le jour suivant

Après les élections, SYRIZA a fermement annoncé que le parti respecte les résultats des élections et ne participera pas au processus de formation du gouvernement, car il existe un

gouffre politique entre lui et la Nouvelle Démocratie. Un gouvernement avec la participation de SYRIZA, qui soutient l'annulation immédiate du Mémorandum, avec ND et le PASOK, dont les dirigeants se sont engagés à remplir les conditions du Mémorandum, n'est pas souhaitable et signifierait le renoncement de SYRIZA à son programme politique. SYRIZA a promis d'utiliser sa position pour qu'il y ait enfin une véritable opposition importante dans le pays, plutôt que la situation qui prévalait jusqu'à présent, où ND et le PASOK avaient des positions similaires et faisaient semblant d'être en désaccord. L'opposition de SYRIZA sera importante et radicale (aussi longtemps que ce gouvernement sera en poste). Le parti sera au côté du peuple dans sa lutte contre la politique du Mémorandum poursuivie par le nouveau gouvernement. Il appellera le gouvernement à utiliser - même s'il pense que ce ne sera pas le cas - le score élevé de l'opposition de gauche comme outil de négociation supplémentaire contre la Troïka.

La tâche entreprise par SYRIZA est importante et difficile. En dehors de la poursuite de la démonstration de la véritable nature du nouveau gouvernement et de la participation à l'organisation de grandes initiatives et protestations politiques, la coalition de gauche doit essentiellement satisfaire trois objectifs.

Tout d'abord, conduire à une meilleure prise de conscience au sein même d'un plus grand nombre de ses électeurs. Le vote pour SYRIZA est de type économique, dans le sens évoqué ci-dessus, concentration des faibles revenus en faveur de SYRIZA et des revenus plus élevés en faveur de ND. Mais ce n'est pas un vote de classe, dans le sens de conscience des électeurs concernant la division sociale du travail et leur propre position en son sein ainsi que sur la nécessité d'organisation collective.

Deuxièmement, il doit établir des liens organisationnels avec ceux qui ont voté pour SYRIZA, dont une partie importante est fascinée par l'idée de participation politique. SYRIZA a promis un modèle de gouvernance plus démocratique et plus participative, de « rendre le pouvoir au peuple », comme le dit Alexis Tsipras. Cela doit s'appliquer, dans un premier temps, au sein de SYRIZA et le chemin qui y mène passe par la transformation de la coalition de gauche en un parti de gauche uni, de masse et moderne, où seront activement impliqués tous ceux qui sont venus aux réunions publiques de SYRIZA les fois précédentes et qui ont débattu avec les dirigeants du parti et Tsipras du programme de l'alliance de gauche. C'est la seule façon pour SYRIZA de gagner encore en efficacité pour comprendre les problèmes des gens, les processus sociaux en cours, pour avoir une conception plus politique et sociale afin de construire et donc de renforcer encore son programme avec des éléments qui permettront de le détailler davantage, de le rendre plus convaincant et de lui donner plus de force.

La troisième tâche de SYRIZA, ainsi que les deux précédentes, se trouve dans la phrase du discours d'Alexis Tsipras (<http://www.left.gr/article.php?id=2812>) au soir de l'élection, au siège de SYRIZA à Athènes, devant des centaines de membres et amis de SYRIZA, dont les drapeaux et les chants ont donné le signal du début d'une ère nouvelle :

« Faisons tous une promesse. Continuer à engager toute notre force et notre vitalité pour soutenir nos frères dans le besoin. SYRIZA doit être une force qui soutient les réseaux de solidarité sociale. Pour ne pas laisser de pauvres et de chômeurs privés d'électricité et de soins de santé. Ensemble, avec nos luttes, ouvrons la voie à la démocratisation de la vie politique et surtout faisons la promesse que, sans vanité ni arrogance, avec l'humilité caractéristique de ceux qui se battent pour le droit des gens ordinaires, de transformer notre coalition en un grand parti de gauche, démocratique, populaire, qui unira les Grecs dans la grande lutte pour reconquérir la souveraineté de notre pays, l'indépendance et la justice sociale et pour ramener la démocratie dans son pays d'origine ainsi que dans toute l'Europe. L'avenir est à nous et durera longtemps. Nous sommes déterminés à gagner. »

Les slogans qui ont suivi, les drapeaux agités avec passion et la fierté qui brillait dans les yeux des membres de SYRIZA pour la grande lutte que nous menons pour la victoire du peuple ont exprimé notre volonté de prendre cet engagement et de le tenir jusqu'au bout.

Un nouveau chapitre de la politique française

Elisabeth Gauthier, Espaces Marx

Pour la première fois depuis dix ans, le gouvernement français est de nouveau dirigé par le PS (Parti Socialiste). En 2002, le gouvernement de Gauche Plurielle et son candidat Jospin avaient obtenu des résultats catastrophiques en raison d'un grand mécontentement public à leur politique. Jospin n'étant même pas en mesure d'aller au-delà du premier tour de scrutin, la voie avait été ouverte pour un second tour entre Le Pen et Chirac. Pour la première fois depuis le départ de François Mitterrand en 1995, le président français est à nouveau un social-démocrate. Du fait de la force de la gauche dans les conseils locaux et régionaux, le Sénat français a une majorité de gauche pour la première fois de l'histoire de la 5^{ème} République. Fondamentalement, tous les rôles institutionnels importants du pouvoir sont actuellement entre les mains de représentants du PS.

Le record d'abstention de 44% montre avec force la délégitimisation de la représentation politique.

Le système politique français fonctionne clairement en faveur du système bipartite : primauté de l'élection présidentielle, système électoral à la majorité sans la moindre dose de proportionnelle et pression permanente pour le vote « utile » en faveur de l'un des principaux partis, dès le premier tour de scrutin, contribuent à cette situation. 80% des sièges au Sénat et au Parlement sont occupés par des représentants des deux grands partis - preuve supplémentaire de la nécessité d'une 6^{ème} République, comme le propose le Front de Gauche (FDG).

Les résultats des élections sont contradictoires. Dans près de 90% des 577 circonscriptions, le FDG a remporté plus de voix que les candidats du PCF aux précédentes élections (6,9% en moyenne, par rapport à 4,5% en 2007) et a eu des résultats supérieurs à la moyenne en particulier dans les grandes villes. Dans le même temps, le PS a pu accroître considérablement les votes en sa faveur et ainsi dépasser les députés sortants du FDG qui obtenaient généralement des scores importants (autour de 30%), ainsi que Jean-Luc Mélenchon dans une circonscription du Pas-de-Calais (21%). En conséquence, avec ses alliés, le PS atteint la majorité absolue (316 députés), même sans les Verts (17 députés) et le FDG (10 députés). C'était l'objectif déclaré de Martine Aubry et cela explique le manque de motivation du PS de conclure un accord portant sur des candidatures communes de la gauche dans des circonscriptions avec un risque d'élection d'un député FN (Front National). Le FDG a perdu de nombreux votes entre présidentielle et législative (JL Mélenchon avait obtenu environ 4 millions de voix) dans la mesure où une partie de ses sympathisants, soit ont décidé de voter pour le PS (environ 33%), soit se sont abstenus au premier tour. La mobilisation nationale autour de JL Mélenchon comme candidat à l'élection présidentielle n'a pas pu être répétée pour les élections législatives, organisées par circonscriptions. Les Verts n'ont pu augmenter leurs votes que dans les zones où ils étaient soutenus par le PS alors qu'ils ont stagné dans les autres circonscriptions. L'apparition de l'extrême gauche est fort réduite.

À droite, l'UMP (Union pour un Mouvement Populaire, 229 sièges) et le Mouvement démocrate (MoDem, 2 sièges) ont perdu des sièges. Deux députés FN (parmi lesquels la petite-fille de Jean-Marie Le Pen) ainsi qu'un ancien membre du FN entrent au Parlement, élus dans le Midi, où l'influence du FN est particulièrement forte. Tous les partis de droite préparent leur rôle d'opposition et spéculent sur une future désillusion. Le FN vise à une recomposition de la droite en crise et tente de jouer un rôle central dans ce processus se fixant comme objectif les élections de 2017. Au sein de l'UMP, deux options vont s'affronter : rejeter clairement toute coopération avec le FN ou former des alliances stratégiques ? La droitisation de l'UMP engagée par Sarkozy laisse présager la seconde option

Comment le PS va-t-il gérer son nouveau pouvoir? Jamais auparavant il n'y a eu autant de possibilités pour combattre la domination de l'oligarchie, en France et en Europe. D'après son programme, Hollande souhaite corriger la logique en vigueur sans remettre en cause son fondement même. Quant aux retombées de la crise européenne en France, il est à craindre que le pire ne soit encore à venir. Dès le lendemain des élections, le discours a porté sur les « efforts nécessaires » et les « sacrifices », qui – à la différence de l'époque-Sarkozy – devraient cette fois-ci être distribués « justement ». Le président français est largement intervenu dans le processus électoral grec en appelant les électeurs à s'exprimer pour une soi-disant « décision pro-Euro » et les a ensuite complimentés pour les résultats. Malgré son discours pro-croissance, Hollande n'a pas montré de signes de rejet de la politique d'austérité dans la préparation du sommet de l'UE, fin juin, qui a, sur son agenda, l'union bancaire, l'union budgétaire et le fédéralisme politique.

Pour le FDG, les conditions d'une participation au gouvernement ne sont pas réunies. Il se considère comme une partie de la majorité de gauche au Parlement, mais non comme partie de la majorité gouvernementale. La gauche combative devra concentrer ses efforts sur la construction d'une pression aussi importante que possible à l'intérieur et l'extérieur des institutions afin de provoquer un déplacement des rapports de force idéologiques et politiques vers la gauche. Là, les questions telles que la structure de l'Union européenne, les salaires et les prestations sociales, l'emploi, le secteur public et de la démocratie seront cruciales. Il est également prévu de développer le programme du FDG, *L'Humain d'abord*, avec la participation des réseaux et des groupes de travail constitués lors de la campagne électorale. Dans leur campagne, Hollande et le PS ont à peine tenté de déplacer l'hégémonie politique vers la gauche ; ils se sont plutôt focalisés sur le désir de se débarrasser de Sarkozy. En même temps, la campagne de Mélenchon a mis l'accent sur des propositions et approches de gauche qu'il faut aujourd'hui développer davantage pour répondre aux attentes des citoyens. L'échec de la présidence et du gouvernement social-démocrate n'entraînerait pas seulement des conséquences économiques et sociales désastreuses, mais conduirait aussi à une catastrophe politique et au renforcement de l'extrême droite. La gauche est confrontée au défi de créer une alternative socio-politique qui marche et qui soit crédible.

Le développement du FDG est souhaité par ses militants, qu'ils soient organisés ou non dans un des partis composant le FDG. Il faudra beaucoup de débats et d'expérimentation pour trouver des voies praticables pour consolider ce processus de constitution du FDG. Les différents partis qui le constituent devront aussi continuer à se transformer pour pouvoir contribuer à une nouvelle dynamique du mouvement.

Résolution de l'Assemblée syndicale de Rio :

“Lutter pour un modèle de développement alternatif ”

*Asbjørn Wahl**

Une Assemblée syndicale pleine d'impatience réunie à Rio, du 11 au 13 juin, a adopté une déclaration qui constitue un pas en avant important, et dans laquelle il est affirmé « que notre modèle actuel de production et de consommation, guidé par le profit, et identifié comme source d'inégalités sociales et de dégradation de l'environnement, doit être remplacé si nous voulons garantir un développement réellement durable ».

Cette déclaration demande en outre « de garantir que les biens communs et les ressources naturelles et énergétiques soient et restent de propriété publique, assurant leur préservation et administration publique avec contrôle social. »

Afin de remplacer le modèle existant, le mouvement syndical doit jouer « un rôle décisif dans la lutte pour un modèle de développement alternatif pour nos sociétés, fondé sur les besoins des gens, la solidarité, la démocratie politique économique et une juste distribution de la richesse. »

Dans cette lutte, le mouvement syndical doit « utiliser sa capacité organisationnelle et son expérience dans les luttes du passé afin de former un mouvement fort et organisé à l'échelle mondiale, de sorte à veiller à ce que les gouvernements et les entreprises réticents à agir prennent les mesures appropriées pour faire face au changement climatique et le freiner. »

Voilà quelque chose à la hauteur de l'enjeu !

Vous trouverez la déclaration complète sur :

http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/assemblyresolution_en_g_tc_rev.pdf

* L'auteur est conseiller du syndicat norvégien des employés municipaux et généraux et président du Groupe de travail sur les changements climatiques de la Fédération internationale des ouvriers des transports.

Le texte est issu de la liste de diffusion du FSE.

Abonnez-vous à la newsletter de **transform!**

La newsletter de transform! est publiée chaque mois et constitue un service e-mail gratuit de notre réseau. Elle est envoyée directement dans votre boîte de réception.

Pour vous inscrire ou vous désabonner il suffit d'envoyer un e-mail à :

office@transform-network.net